

---

# Courrier



# International

---

Traduction de *Correo Internacional*, n°121 -  
juillet 2006

Publication de la LIT-QI  
0,50 €

www.litci.org - lital.be@tiscali.be éd. Resp. : Jan Talpe- rue de l'Elan, 73, B10 – 1170 Bruxelles

---

## *Moyen-Orient*

### **Une nouvelle agression du sionisme contre les peuples arabes**





Une déclaration du Secrétariat International  
de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième  
Internationale

Juillet 2006

## Moyen-Orient

### Une nouvelle agression du sionisme contre les peuples arabes

Alors qu'elle mène déjà une agression militaire brutale dans les territoires palestiniens de Gaza et en Cisjordanie, l'armée israélienne a lancé une guerre féroce contre le Liban. Dans les deux cas, le prétexte a été le kidnapping de trois soldats israéliens : un par l'organisation Jihad Islamique en Palestine ; deux par le Hezbollah, au Liban.

Le caractère génocidaire des attaques a déjà provoqué des centaines de victimes civiles et a même amené de nombreux médias et gouvernements impérialistes (les complices traditionnels du sionisme) à parler d'une « réaction disproportionnée » de la part d'Israël.

Pour comprendre cette « réaction disproportionnée » et, en même temps, comprendre pourquoi, au lieu de renforcer Israël, cela peut l'affaiblir, il est nécessaire de prendre en compte deux questions clef. La première est **la crise de l'ensemble de la politique « de guerre contre le terrorisme »** entamée par Bush le 11 septembre 2001, appliquée avec une intensité spéciale dans la région du Moyen Orient, qui ne parvient pas à mettre en échec une mobilisation grandissante des masses arabes et musulmanes. La deuxième est le caractère de l'Etat d'Israël, enclave militaire impérialiste créée, depuis sa fondation, comme un « Etat gendarme ».

#### **La crise de la politique de Bush au Moyen Orient**

Dans le *Courrier International* n°120 (juin 2006) nous indiquions : « *Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement de George Bush a essayé de reprendre à feu et à sang un contrôle absolu sur le Moyen Orient, accompagné, avec de grandes ou plus petites contradictions, par l'impérialisme européen. La première action de cette politique a été l'invasion de l'Afghanistan (2001) et la deuxième, l'invasion en Iraq (2003). (...) Toutefois... loin d'atteindre l'objectif de contrôler la région, la position de l'impérialisme est en recul. Malgré sa dure offensive militaire génocidaire et l'augmentation des dépenses pour la guerre, alors même qu'il ne réussit pas à contrôler le « premier front » en Iraq, harcelé par une résistance militaire soutenue par les masses, il voit un « second front » se rouvrir en Afghanistan, pays qui, jusqu'il y a peu, paraissait dominé* ».

C'est dans ce cadre que vient s'ajouter maintenant l'aggravation de la situation en Palestine-Liban suite à l'échec de la politique des Accords d'Oslo et à la constitution de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne). Avec celles-ci, Bush et Israël ont cherché, à partir de la capitulation et de la complicité de la direction du Fatah et sous le couvert de l'ONU, à démanteler la lutte des Palestiniens pour la récupération de son territoire historique. La victoire du Hamas aux élections palestiniennes récentes a mis en crise tout ce plan politique et a donné le signal à l'ouverture d'un « troisième front » dans la région bien que, dans ce cas, la lutte militaire ne soit pas développée par l'impérialisme mais par son agent, l'Etat sioniste.

La raison de fond de cette crise globale de la politique impérialiste dans la région est l'existence d'une colossale ascension des masses arabes et musulmanes, dont l'expression la plus haute se trouve dans les guerres de libération nationale que l'impérialisme n'arrive pas à mettre en échec et qui, maintenant, commencent à se renforcer face à un ennemi qui s'affaibli.

Un rapport récemment publié par la presse indique que 85% des experts au Moyen-Orient croient que la politique de Bush a échoué et qu'il n'y a plus de retour en arrière possible en Iraq. Cette situation a commencé à ouvrir des brèches chaque fois plus grandes au sein de la bourgeoisie nord-américaine elle-même, avec des secteurs qui critiquent l'« unilatéralisme » de la politique de Bush et qui cherchent des « politiques multilatérales » leur permettant de sortir de ce bourbier. Pour exemple, le puissant quotidien *New York Times* a impulsé une campagne pour fermer la prison de Guantánamo et en finir avec les tortures dans les prisons de l'Iraq. De même, la revue traditionnelle *Time* a mis comme titre à sa dernière couverture « la fin de la diplomatie du cowboy ».

Il est nécessaire d'indiquer toutefois, que les partis bourgeois américains, tant républicains que démocrates, étaient unis au Congrès pour soutenir Israël et que cette position a, pour le moment, reçu l'appui de la majorité de la population du pays. La « réaction disproportionnée » de l'Etat d'Israël apparaît, alors, comme une tentative, encouragée sûrement par le propre gouvernement de Bush, de renverser cette situation de crise et de parvenir à un triomphe au milieu de plusieurs échecs consécutifs. C'est pourquoi, le gouvernement de Bush s'oppose à un cessez le feu immédiat pour qu'Israël puisse avoir le temps d'atteindre ses objectifs militaires.

### **Décennies de victoire faciles**

L'Etat d'Israël a été créé par l'ONU, en 1947, sous impulsion de l'impérialisme, légalisant ainsi le « pillage armé » par le sionisme de la majorité du territoire palestinien (55%), qui s'est encore étendu de 20% l'année suivante moyennant des méthodes génocidaires d'expulsion.

L'Etat d'Israël est né comme une « enclave militaire » de l'impérialisme, un « Etat gendarme » destiné à réprimer la lutte des masses palestiniennes, arabes et

musulmanes. C'est pourquoi, actuellement, c'est la cinquième puissance militaire du monde et sa puissance de frappe (avions de combat, missiles, hélicoptères, tanks et plus de 200 têtes nucléaires) est plusieurs fois supérieure à n'importe quel pays, proportionnellement à sa population. Ce pouvoir militaire est principalement financé par les EU, qui envoient des milliards de dollars annuels dans ce but.

Cette « essence » de l'Etat d'Israël est celle qui explique ses actions et sa politique : il ne peut seulement subsister qu'à condition de réaffirmer son caractère « de forteresse militaire » inexpugnable, avec une supériorité indiscutable sur les Palestiniens et les Etats arabes voisins. Tout ce qui met en cause cette situation est un facteur de crise qui doit être éliminé.

Pendant des décennies, l'armée sioniste et les habitants d'Israël, à partir de leur supériorité militaire remarquable, se sont habitués à obtenir des victoires rapides et déconcertantes contre les armées arabes. C'est ce qui s'est produit dans les guerres de 1948, 1956, 1967 et, même, dans celle de 1973. La capitulation croissante des bourgeoisies arabes leur facilitait encore plus les choses. Avec très peu de pertes, Israël et son armée sont sortis de ces guerres avec un moral haut et un territoire chaque fois plus grand.

### **Le Liban et l'Intifada**

Mais cette réalité a commencé à changer dans les années 80, à partir de l'invasion du sud du Liban. L'armée israélienne a été mise en échec par un front de milices dirigé par le Hezbollah et a entamé un long retrait qui s'est terminé en 2000. Ce fut la première défaite militaire d'Israël, qui a brisé le mythe de son « invincibilité ».

Cette défaite du sionisme, et les terribles conditions de vie dans les territoires palestiniens, ont encouragé la première et la deuxième Intifada dans les territoires palestiniens occupés ; et là, les soldats israéliens, armés jusqu'aux dents, ont dû faire face à des jeunes et à des enfants qui les affrontaient avec des frondes et des pierres, dans une guerre totalement différente. La combinaison de ces deux faits a ouvert une crise profonde dans l'armée israélienne et, avec elle, parce qu'il s'agit d'une « institution centrale », les germes possible d'un effondrement de l'« Etat gendarme ».

L'impérialisme et les gouvernements israéliens successifs ont cherché à résoudre cette crise à travers les accords d'Oslo et la création de l'ANP. Mais l'échec de cette politique, dans le cadre d'une crise globale de l'intervention impérialiste au Moyen Orient, a obligé l'impérialisme et Israël à retourner à une politique de pur « bâton ».

### **La « réaction disproportionnée »**

Le fait nouveau est l'apparition d'organisations arabes de guérilla qui, avec l'appui des masses, montrent la capacité d'infliger des coups à l'armée israélienne dans ses

postes militaires, de tuer et de kidnapper des soldats sionistes, et d'attaquer des villes israéliennes pour la première fois en 25 ans, à un niveau militaire très supérieur à celui des attentats-suicides. En même temps, les luttes contre Israël tendent à être unifiées, comme le montrent clairement les processus en Palestine et au Liban. Ces actions interrogent l' « Etat gendarme » sur son terrain le plus sensible : le domaine militaire.

C'est cette mise en question qui explique la « disproportion » de la réponse, c'est-à-dire, sa férocité, tant dans les territoires palestiniens que dans la guerre totale qui s'est déchaînée contre le Liban. Mais ce faisant, Israël effectue un pari très risqué. Bien qu'il ait unifié toute sa population derrière cette guerre, et une victoire claire le fortifierait encore, une nouvelle défaite au Liban ou, même, « une victoire à la Pyrrhus », pourraient ouvrir une crise grave dans l' « Etat gendarme ».

### **Le cours de la guerre**

L'objectif stratégique des attaques israéliennes au Liban est de détruire ou, au moins, de désarmer le Hezbollah et ainsi de lui faire payer la défaite passée. Jusqu'à présent, la majorité des attaques israéliennes se sont effectuées par des bombardements aériens. Mais malgré l'immense destruction qu'ont provoqué ces attaques dans le pays, les rapports journalistiques indiquent que le Hezbollah maintient sa capacité d'action militaire et peut atteindre des objectifs en territoire israélien.

C'est pourquoi se profilent des attaques terrestres beaucoup plus difficiles et coûteuses en terme de pertes de soldats. Tous les analystes convergent : pour détruire le Hezbollah, l'Etat d'Israël aurait besoin d'envahir et d'occuper totalement le Liban, et d'assassiner des dizaines de milliers de libanais. Une alternative extrêmement difficile dans l'actuel contexte politique de la région et, comme nous l'indiquons déjà, un pari à haut risque.

### **L'opposé de ce qui est cherché**

Mais même l'objectif tactique d'Israël (récupérer les soldats séquestrés ou obliger le Hezbollah à les restituer) paraît difficile à réaliser. Sa politique de « guerre totale », avec le message « s'ils défendent le Hezbollah, ils en payeront les conséquences », cherchait à isoler cette organisation et à amener les autres forces politiques libanaises à faire pression. Au contraire, cette politique a uni les libanais contre l'Etat d'Israël et transformé le Hezbollah en l'avant-garde de la lutte de défense du pays.

Par exemple, les journaux ont informé que la destruction d'un torpilleur israélien par un missile lancé par cette organisation a été fêtée dans tous les quartiers de Beyrouth. Cet appui populaire a amené également de nombreux politiciens libanais très opposés au Hezbollah et liés à l'impérialisme, comme l'ex-président chrétien Michel Aoun, à devoir déclarer qu' « il est l'heure d'unir le peuple contre

l'agression ». D'autres, comme le dirigeant Druse Whalid Jumblatt, ont commencé à attaquer le Hezbollah, en l'accusant « d'être l'exécutant au Liban d'un plan syrien-iranien destiné à empêcher que le Liban récupère son indépendance et... à le transformer en un seul champ de bataille contre l'Etat d'Israël ».



La manifestation à Detroit (Etats-Unis) du 25 juillet à rassembler 10.000 personnes selon la police.

### **Vers une guerre totale ?**

La situation peut s'aggraver et aller beaucoup plus loin, dans la mesure où l'Etat d'Israël développe de fait une guerre d'ensemble contre le Liban, comme pays. Mais, jusqu'à présent, le Hezbollah est la seule force qui a répondu politiquement et militairement à cette agression sans que le gouvernement ou le Parlement libanais se soient prononcé avec clarté, en disparaissant ainsi dans les faits comme pouvoir politique. Cette situation ouvre la possibilité que le Hezbollah prenne le pouvoir dans le pays avec l'appui des masses libanaises.

Face à cette possibilité, le gouvernement libanais du premier ministre Siniora « a assuré que si l'Etat d'Israël envahit le territoire son armée défendra la nation et montrera qu'il faut l'avoir en respect ». Bien que l'armée libanaise ne soit pas une force militaire effective, ce fait changerait qualitativement la situation parce qu'elle cesserait d'être « une attaque de l'Etat d'Israël contre le Hezbollah » pour devenir une guerre ouverte entre deux pays, dans laquelle le pays attaqué fait partie de la communauté arabe et du monde musulman.

Ceci laisserait sans aucune marge d'indétermination les autres pays de la zone, spécialement la Syrie, d'influence traditionnelle dans la politique libanaise ou l'Iran, d'une grande influence sur le Hezbollah. La situation actuelle a déjà commencé à agiter la région, avec de grands actes de rejet des masses vis-à-vis de l'Etat d'Israël et en appui au Liban. Ces mobilisations commencent même à s'exprimer dans des pays amis d'Israël, avec des régimes très répressifs, comme l'Egypte et la Jordanie.

### **En cherchant des alternatives**

Les risques graves qu'implique cette situation ont amené d'autres pays impérialistes à chercher des politiques différentes. Bien que tous les gouvernements européens aient été placés du côté de l'Etat d'Israël et exigent le désarmement du Hezbollah, certains, comme le gouvernement français, veulent mettre un certain frein à la politique sioniste. C'est pourquoi, ils ont fait des déclarations sur « la réaction disproportionnée » de l'Etat d'Israël et ils ont lancé la proposition d'une « force d'intervention » de l'ONU qui sépare les parties en conflit au Liban. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Anan, la promeut activement. Pour le moment, le gouvernement des EU s'y oppose puisque, comme nous l'avons vu, il préfère donner davantage de temps à l'intervention militaire de l'Etat d'Israël.

Mais nous ne pouvons pas écarter que, dans un futur proche, une « force de paix » de l'ONU devienne l'instrument central de la politique impérialiste, soit pour lui « couvrir le dos » après un triomphe militaire ou, plus encore, pour « lui sauver la face » si le cours de la guerre lui est défavorable.

### **La lutte en Palestine**

Dans ce contexte, les difficultés augmentent pour que le gouvernement d'Olmert puisse mettre en oeuvre « la solution finale au problème palestinien ». C'est-à-dire, la « séparation unilatérale », à travers le « mur de la honte » entre l'Etat d'Israël et l'hypothétique « Etat palestinien », un archipel de petits territoires sans connexion entre eux et sans aucune viabilité économique.

Le triomphe électoral du Hamas remettait déjà en question ce plan et les actions du Hezbollah ont donné, maintenant, de nouvelles déterminations à la résistance palestinienne qui a tué un soldat israélien à Naplouse et continue en lançant des fusées Quassam depuis Gaza. Une défaite israélienne au Liban placerait sur un plan totalement différent la situation en Palestine : elle marginaliserait encore plus l'aile capitularde de Mahmoud Abbas et signifierait beaucoup plus de capacité de pression pour la direction du Hamas, avec un esprit énormément fortifié des combattants palestiniens.

### **La véritable solution**



Encore une fois, il est démontré que le problème de fond dans la situation de conflit militaire permanent au Moyen-Orient est la politique impérialiste de « contrôle armé » de la région et l'existence de l'Etat d'Israël comme « Etat gendarme » au service de cette politique.

Il n'y aura pas de paix au Moyen Orient tant que l'impérialisme ne sera pas mis en échec en Iraq et en Afghanistan et jusqu'à ce que, comme partie de cette défaite, l'Etat d'Israël ne soit détruit. La tâche de tous les combattants et révolutionnaires est de contribuer à cette défaite. Cela signifie aujourd'hui soutenir les peuples iraqiens et afghans contre les troupes impérialistes des occupants, et les peuples palestinien et libanais dans leur lutte contre l'armée israélienne.



Manifestation à Barcelone contre la guerre, le 21 juillet 2006

# Qu'est-ce que le Hezbollah ?

L'attaque israélienne au Liban a de nouveau mis le Hezbollah au premier plan. Il s'agit d'une organisation politique avec une idéologie islamique fondée sous l'impulsion d'une aile de la hiérarchie chiite liée au récent régime iranien de l'ayatollah Khomeini, au début des années 80.

La création du Hezbollah, comme d'autres courants semblables nés durant ces années, répond au phénomène que Ángel Parras analyse dans son article sur l'Islamisme (*Marxisme Vivant* n°11) : « *Les courants islamistes existent depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle... mais c'est depuis 1980, après la révolution iranienne, qu'apparaît un phénomène croissant dans le monde musulman. (...) Ceux qui ont gagné davantage de sympathies et de prestige dans le mouvement de masses des pays musulmans, ce sont les courants qui font ouvertement face à l'impérialisme. Après la banqueroute du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois panarabe des années 1960-70, ils ont occupé leur espace dans la résistance à l'impérialisme et aux gouvernements pro-impérialistes.* »

## Son développement

Effectivement, le Hezbollah, dont le programme ne reconnaît pas l'existence de l'Etat d'Israël et va jusqu'à appeler à sa destruction, a gagné rapidement du poids parmi les masses par son attitude face à l'invasion israélienne au Liban, à partir de 1982. D'une part, il s'est enraciné au sein du peuple chiite qui vit dans les quartiers les plus pauvres de Beyrouth. D'autre part, il a assumé le gros du combat contre les troupes sionistes qui occupaient le sud du pays. Avec une combinaison de diverses méthodes militaires il a réussi à infliger la première défaite militaire de l'histoire de l'armée israélienne, et en a gagné un immense prestige.

Le Hezbollah a été développé non seulement comme une organisation militaire mais il s'est aussi mis à administrer des centaines de communes, qu'il a conservées après le retrait israélien, ainsi que des hôpitaux, des écoles et des entreprises de construction de logements dans les quartiers pauvres de Beyrouth. Par la suite, il a aussi pris part aux élections en obtenant plusieurs députés au Parlement et est aujourd'hui au gouvernement libanais, avec plusieurs ministres. Autrement dit, il ne s'agit pas d'un courant de guérilla classique, mais d'une direction qui a été intégrée aux affaires et à l'Etat bourgeois, en maintenant une force militaire propre.

## Un « Etat dans l'Etat »

L'année passée, après le meurtre du premier ministre Hariri, le gouvernement et diverses forces politiques de droite ont alors appelé à des mobilisations en exigeant le retrait des troupes syriennes qui restaient dans le pays depuis plus d'une

décennie. En réponse, le Hezbollah a effectué une mobilisation d'environ 500.000 personnes contre les Etats-Unis et l'Israël.

En même temps, parce qu'il détient une force militaire puissante, supérieure même à la faible armée officielle libanaise, le Hezbollah est vu comme « un Etat dans l'Etat ». Il est considéré comme une menace à « leur ordre » par l'impérialisme, Israël et les bourgeoisies libanaises chrétiennes et sunnites. C'est pour cela qu'ils ont essayé par plusieurs moyens de le désarmer; jusqu'à maintenant sans succès. Il existe même une résolution de l'ONU en ce sens. Et l'actuelle invasion israélienne représente une nouvelle tentative d'atteindre cet objectif.

### **Les relations avec l'Iran**

Les gouvernements impérialistes et Israël signalent que le Hezbollah est « un instrument du régime iranien ». Bien que ce soit une tentative claire de discréditer ses actions, il est évident que la hiérarchie du Hezbollah maintienne des liens étroits avec l'Iran, tant par affinité politico-religieuse que par l'aide financière qu'il reçoit de ce pays.

Jusqu'à présent les relations ont été solides, mais il ne peut pas être écarté que, à l'avenir, des contradictions puissent exister puisque les deux directions se basent sur des réalités différentes.

La hiérarchie chiite iranienne contrôle un Etat qui, par ses frictions actuelles avec l'impérialisme, à tout intérêt à tourmenter les Etats-Unis et Israël en Palestine et au Liban. Mais les ayatollahs iraniens essayeront par tous les moyens que la situation n'échappe pas à leur contrôle puisqu'une grande extension de la mobilisation de masses dans la région impliquerait un risque pour le contrôle dictatorial qu'ils exercent sur l'Iran. En ce sens, il n'est pas accidentel que les principales forces chiites que l'Iran influence en Iraq fassent partie du gouvernement colonial soutenu par les troupes impérialiste occupantes.

La direction du Hezbollah est aussi une direction bourgeoise, comme nous l'avons vu, intégrée à l'Etat libanais. Mais tant le Hezbollah que le Liban souffrent d'une agression brutale par Israël. Cette réalité particulière peut mener la direction à devoir aller plus loin dans la lutte contre Israël et l'impérialisme.

### **Une nouvelle direction ?**

Indépendamment des raisons qui ont motivé le Hezbollah à attaquer les troupes israéliennes, cette décision doit être défendue. D'abord, parce qu'elle a signifié une solidarité concrète avec le peuple palestinien à des moments où il était attaqué par Israël, en étendant le front des combats et en compliquant le panorama militaire israélien. Deuxièmement, parce qu'elle représente l'orientation correcte : unir les masses palestiniennes et libanaises contre Israël.

Sa lutte actuelle contre les troupes sionistes, ajoutée au prestige gagné dans la période précédente, ouvrent une hypothèse. Le Hezbollah s'est-il transformé en une alternative de direction pour les masses arabes de la région dans la lutte contre Israël et l'impérialisme ? Le temps et la politique elle-même de la direction du Hezbollah en donneront la réponse.

### **Notre politique**

Quel doit être la politique des éléments révolutionnaires face à cette réalité ? Nous citons encore une fois l'article de Ángel Parras « *Le fondamentalisme est un phénomène semblable au nationalisme bourgeois. Par conséquent, en préservant l'indépendance politique et de classe et sans donner un appui politique à ces directions, nous appelons à l'unité d'action avec les courants islamistes qui font face à l'impérialisme et sommes pour la défaite de celui-ci.* » Autrement dit, **dans cette lutte entre le Hezbollah et les troupes sionistes, la LIT-QI s'est placée clairement dans le camp militaire du Hezbollah pour la défaite d'Israël** – cette défaite étant la tâche actuelle prioritaire.

En même temps, il est indispensable d'envisager que, par son caractère bourgeois, tôt ou tard, la direction du Hezbollah capitule face à l'impérialisme. C'est pour cela qu'il est nécessaire de construire une alternative de direction ouvrière et révolutionnaire pour les masses arabes et musulmanes. Dans cette voie, comme dit Parras dans son article, « *nous combattons ces directions en mettant en priorité les nécessités de la lutte de classes, la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements laquais. Nous devons démasquer leurs inconséquences, leurs discours et leur soumission aux intérêts bourgeois... et nous le faisons depuis le point de vue de la lutte des travailleurs...* ».

Actuellement, **la situation est telle qu'elle exige du Hezbollah qu'il prenne le pouvoir au Liban pour défendre le pays de l'attaque israélienne, compte tenu de la lâcheté du gouvernement et des principales forces politiques du pays. Il est également question qu'il fasse un appel aux masses arabes et musulmanes à se mobiliser massivement pour exiger des gouvernements de leurs pays un appui militaire effectif pour lutter contre Israël.**

## Pour la destruction de « l'Etat gendarme » d'Israël

Le caractère génocidaire de ces attaques féroces de l'armée israélienne sur Gaza, la Cisjordanie et le Liban mettent à l'ordre du jour **la nécessité d'effectuer de grandes mobilisations unitaires en solidarité avec les peuples palestinien et libanais, pour la fin des atrocités et pour le retrait immédiat des troupes**. Dans diverses villes du monde, on organise déjà des activités de ce type et les militants de la LIT-QI les initient ou y prennent part activement.

Mais dans cet article nous voulons aborder un sujet beaucoup plus profond qui divisera sûrement les eaux parmi nous qui nous retrouverons dans la mobilisation : **la nécessité de détruire l'Etat d'Israël comme condition pour qu'il y ait la paix en Palestine et au Moyen-Orient**.

Dans celle-ci et dans une édition précédente de *Courrier International* (voir CI 116, février 2006), nous analysons la fondation de l'Etat de l'Israël par une combinaison de deux caractéristiques. D'une part, il s'agit d'une **enclave coloniale**, c'est le résultat de **l'usurpation du territoire historique palestinien** par des colons juifs provenant de diverses parties du monde, en utilisant à grande échelle des méthodes terroristes de pillage. Cette usurpation a été promue par les puissances impérialistes (l'Angleterre d'abord, les Etats-Unis ensuite) et l'organisation sioniste mondiale, et légalisée par l'ONU en 1947. Par la suite, l'usurpation s'est étendue à des portions encore plus grandes de territoire.

D'autre part, **cette enclave coloniale a été transformée en un « Etat gendarme »** armée jusqu'aux dents, au service de l'impérialisme. Une véritable « forteresse » dont le pouvoir militaire est dirigé, d'abord, contre le peuple palestinien et, ensuite, représente une menace constante pour la lutte des peuples arabes. Il n'est pas rare que Bush se réfère à Israël comme « son allié stratégique » au Moyen-Orient.

Ce caractère de l'Etat sioniste (enclave coloniale au service de l'impérialisme) est la source principale de la situation de conflit militaire permanent de Moyen-Orient. Il ne s'agit pas, comme l'impérialisme et les amis du sionisme voudraient nous le faire croire, de conflits qui naissent « de la haine entre deux peuples » et de leur impossibilité « de vivre en paix ». Par son essence, Israël ne peut subsister que comme un Etat raciste, en guerre permanente, répressif et génocidaire. L'actuelle agression simultanée en Palestine et au Liban est un exemple clair de ceci. A tel point que l'argentin Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix en 1980, qui défendait le droit à l'existence d'un Etat juif, affirme aujourd'hui qu'Israël est « un Etat terroriste » (*Clarín*, 14/7/2006).

### **Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste**

Pour ces mêmes raisons, nous réaffirmons qu'il ne pourra pas y avoir de paix au Moyen-Orient si n'est pas détruit l'Etat d'Israël, tout comme il ne pouvait pas y avoir de paix, par exemple en Afrique du Sud, sans détruire l'Etat raciste de l'apartheid, ou en Algérie dans les années 60, sans détruire la domination coloniale française.

Dans les années 1960 et 1970, l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) alors fraîchement fondée, qui a unifié la majorité des organisations politiques de ce peuple, a souligné de manière absolument correcte la nécessité de détruire l'Etat d'Israël pour récupérer son territoire historique et y construire une Palestine laïque, démocratique et non raciste. Les millions de réfugiés et émigrés palestiniens pourraient y revenir, et pourraient y rester également tous les juifs qui seraient disposés à coexister en paix, comme pendant les siècles où les juifs vivaient dans le monde arabe. Cette consigne de l'OLP est devenue un patrimoine commun de la gauche mondiale.

Regrettablement, Yaser Arafat et la direction de l'OLP ont abandonné cette consigne dans les années 80 pour adopter la proposition des « deux Etats », c'est-à-dire l'acceptation de l'existence de l'Etat d'Israël et la création « d'un mini Etat palestinien », non viable géographiquement et économiquement. Les vieilles directions nationalistes bourgeoises arabes, comme le nassérisme en Egypte, ont aussi pactisé avec Israël.

Cet abandon de sa consigne constitutive par l'OLP a été suivi, aussi regrettablement, par la majorité de la gauche mondiale. Ils ont adopté de fait les positions du « sionisme de gauche » et, par cette voie, ont capitulé aux propositions de l'impérialisme européen.

D'autre part, cette capitulation des courants arabes nationalistes laïques et de gauche a ouvert l'espace aux organisations fondamentalistes islamiques. Alors que celles-ci maintenaient l'appel à détruire Israël et appelaient à combattre contre lui, comme le Hamas ou le Hezbollah, elles ont gagné une influence de masse. Mais ces courants proposent que, une fois Israël détruit, on construise en Palestine un Etat à caractère théocratique, ce qui signifie un recul clair par rapport à la proposition originelle de l'OLP. Ce recul n'est pas la faute des masses arabes, mais des courants « progressistes » et de la gauche qui ont abandonné cette lutte.

### **Une discussion concrète**

La nécessité de détruire l'Etat d'Israël n'est pas une discussion abstraite ou théorique. Elle se pose dans la réalité et dans l'action dans la mesure où il y a une guerre en cours, il y a des forces militaires en combat contre l'armée sioniste et qui attaquent des villes israéliennes.

Les organisations de gauche à travers le monde doivent répondre clairement aux questions suivantes. Sommes-nous oui ou non pour que la guerre actuelle se

développe jusqu'à mettre en échec complètement l'armée sioniste et détruire l'Etat d'Israël ? Sommes-nous oui ou non pour que les actions du Hezbollah, du Hamas ou du Jihad Islamique contre la population de l'enclave coloniale israélienne augmentent et soient à chaque fois plus effectives, comme les bombardements actuels sur Haïfa ? Sommes-nous oui ou non pour exiger des gouvernements arabes, quel que soit leur caractère, qu'ils interviennent dans cette guerre pour faciliter la destruction de l'Etat d'Israël ?

Ceux qui répondent par la négative ont cessé d'être révolutionnaires pour devenir, dans les mots de Lénine, « simples pacifistes petits-bourgeois ». Pour notre part, nous réitérons notre réponse positive : nous sommes avec les masses palestiniennes, libanaises et arabes pour la destruction de l'Etat d'Israël. Toutefois, contrairement aux courants fondamentalistes islamiques, nous le faisons dans la perspective de la consigne constitutive de l'OLP : « Pour une Palestine Laïque Démocratique et Non Raciste ».



# ***Moyen-Orient***

## **Une nouvelle agression du sionisme contre les peuples arabes**

---

<b>Une nouvelle agression du sionisme</b>	3
La crise de la politique de Bush au Moyen Orient	3
Décennies de victoire faciles	4
Le Liban et l'Intifada	5
La « réaction disproportionnée »	5
Le cours de la guerre	6
L'opposé de ce qui est cherché	6
Vers une guerre totale ?	7
En cherchant des alternatives	8
La lutte en Palestine	8
La véritable solution	9
<b>Qu'est-ce que le Hezbollah ?</b>	10
Son développement	10
Un « Etat dans l'Etat »	10
Les relations avec l'Iran	11
Une nouvelle direction ?	11
Notre politique	12
<b>Pour la destruction de « l'Etat gendarme » d'Israël</b>	13
Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste	14
Une discussion concrète	14

